COMITE ROMAND CONTRE LA LOI
FEDERALE SUR L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE

P. AD. CASE POSTALE 173
1001 LAUSANNE

LAUSANNE, LE 13 MAI 1976

Article No 12

Syndic ou technocrate ?

L'article 20, aggravé par le caractère centralisateur de l'article 21 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire, constituent le support de tout l'édifice destiné à servir la plus grande atteinte jamais portée à l'autonomie communale.

Le fonctionnaire-technocrate méprise et ignore son administré et ceci avec d'autant plus de force qu'il sait que sa place est aussi inamovible. Il serait intéressant de pouvoir le voir à l'oeuvre dans un système tel qu'il est pratiqué aux USA, lors d'un changement de parti au pouvoir !

D'autre part, s'il méprise l'homme de la rue, c'est qu'il ne veut pas établir de dialogue avec lui. Il préfère traiter le profane d'ignare et ignorer ceux qui composent les communautés locales. C'est tellement plus facile !

Lors d'un récent passage du délégué fédéral à l'aménagement du territoire, à Buchillon, dans le cadre de l'étude entreprise par le Conseil fédéral de l'affaire Chanivaz, j'ai eu la surprise d'entendre cette personne prétendre que les études et les décisions relatives à l'aménagement des zones d'une commune ne pouvaient être entreprises par les autorités locales qu'avec des effets médiocres et lamentables, par les cantons avec un peu plus de bonheur et alors, par la Confédération à 100 %, étant donné qu'elle est seule outillée et apte à pouvoir dominer de tels problèmes. Je vous laisse juge d'un pareil raisonnement !

Il est vrai que trop d'erreurs ont été commises dans notre pays. Les partisans de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire ne manquent pas de le relever et de les citer en exemples.

Que dire des Municipalités incompetentes qui ont laissé construire des ouvrages dont la laideur ou l'absence d'intégration resteront des séquelles graves pour des décennies ?

Le fiasco du zonage de la commune de X. où plus d'un million de m² ont été mis en zone industrielle et qui ne seront probablement jamais totalement occupés, n'est pas l'oeuvre exclusive de la Municipalité. Le législatif communal est également responsable, de même que des urbanistes chevronnés. N'oublions pas que des erreurs existeront toujours et à tous les niveaux.

Cependant le canton de Vaud possède un arsenal de lois complet qui lui a permis depuis plusieurs années de lutter efficacement contre certains abus en matière de police des constructions ou d'urbanisme. Certaines erreurs sont certes du ressort exclusif de Municipalités igno-

rantes. Cependant, l'aspect centralisateur de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire nous fait tout de même préférer certaines faiblesses communales qui sont corrigibles. Le canton est parfaitement capable de créer des organes de conseil auprès des Municipalités. Pourquoi les préfetures ne seraient-elles pas dotées d'un service d'urbanisme qui seconderait les Municipalités ne pouvant dominer les problèmes locaux ?

Nous concluerons ces quelques remarques par un fait qui paraît mériter l'attention :

Lorsque l'on accède à la fonction de syndic dans notre canton, le Préfet vous fait prêter un serment basé sur des principes constitutionnels de haute valeur et qui vous laisse supposer que votre future mission comportera de nombreuses responsabilités. Or, la tendance actuelle consiste à vider de sa substance le rôle de nos Municipalités par un lent grignotage de l'autonomie communale.

La loi du 4 octobre 1974 s'inscrit parfaitement dans cet inexorable système destiné à faire s'effondrer le fédéralisme. Dans quelques années, la tâche du syndic d'une petite commune équivaldra à celle d'un sécuritas à l'entrée d'une salle de fête dans laquelle plus personne ne se divertira beaucoup.

F. Perrelet